

N° 224

SÉNAT

DEUXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1987-1988

---

Annexe au procès-verbal de la séance du 2 février 1988

PROJET DE LOI

*autorisant l'approbation d'une convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes*

PRÉSENTÉ

au nom de M. JACQUES CHIRAC

Premier ministre

par M. JEAN-BERNARD RAIMOND

ministre des affaires étrangères

(Renvoyé à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

La convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes, ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe le 24 novembre 1983, a été signée par la France, la Grèce, la Norvège, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suède et la Turquie.

Elle a été ratifiée par les Pays-Bas le 16 juillet 1984, par le Luxembourg le 21 mai 1985 et par le Danemark le 9 octobre 1987. Elle entrera en vigueur, conformément à son article 15, le 1<sup>er</sup> février 1988.

L'objet de la convention est d'obliger les Etats parties à instaurer, au profit des victimes d'infractions violentes qui ne peuvent obtenir réparation de leur préjudice par les voies de droit normales, un système d'indemnisation subsidiaire et partiel financé par des fonds émanant de l'Etat.

A cet effet, la convention prévoit un régime minimal d'indemnisation et établit les bases d'une coopération internationale en matière d'information et d'assistance.

### I. - *Régime d'indemnisation*

La convention s'applique aux victimes d'actes intentionnels de violence constitutifs d'une infraction qui engendrent des lésions graves corporelles ou psychiques. Elle concerne également ceux qui étaient à la charge de la victime décédée à la suite d'une telle infraction.

L'indemnisation, qui est subsidiaire et partielle, repose sur le principe de la territorialité : « L'indemnisation sera accordée par l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise. »

Les étrangers ressortissants des Etats parties à la convention ou ressortissants des Etats membres du Conseil de l'Europe, ces derniers à condition qu'ils résident en permanence dans l'Etat où l'infraction a été perpétrée, sont les bénéficiaires du dédommagement établi par la convention.

Le dédommagement doit couvrir les pertes de revenus, les frais médicaux et d'hospitalisation, les frais funéraires et, le cas échéant, pour les personnes à charge, les pertes d'aliments. L'Etat peut cependant instaurer un plafond ou une franchise pour ce dédommagement. Par ailleurs, la victime peut être tenue de déposer sa requête en indemnisation dans un certain délai.

Expression d'une solidarité internationale envers les victimes, la convention prévoit toutefois des cas de suppression ou de réduction du dédommagement en raison :

De la situation financière privilégiée du requérant ;

De son comportement avant, pendant ou après l'infraction ou en relation avec le dommage causé ;

De l'appartenance du requérant à un réseau criminel ou terroriste,

et dans les cas où l'indemnisation serait contraire au sens de la justice ou à l'ordre public.

La convention, qui dispose que des mesures devront être prises afin d'informer les victimes de leurs droits, contient des dispositions permettant d'éviter les fraudes au dédommagement.

## II. - *Coopération internationale et clauses finales*

La convention prévoit une information réciproque des lois et règlements pertinents en vigueur dans les Etats parties. Elle organise, par ailleurs, une coopération reposant sur la création d'un réseau d'autorités centrales nationales chargées de traiter les demandes d'assistance.

La convention, qui est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe, comporte les clauses finales habituelles.

En application de l'article 18, le Gouvernement entend formuler une réserve à l'article 3 a, qui vise à garantir une certaine réciprocité dans l'allocation des dédommagements.

L'objet de cette réserve est d'inciter les autres Etats parties à indemniser correctement les ressortissants français.

Le Gouvernement précisera, en outre, à l'article 3b, la notion de personnes « qui résident en permanence dans l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise », afin de la rendre conforme à la législation française.

Enfin, en vue de faciliter la mise en œuvre de la convention, le Gouvernement entend faire une déclaration précisant que les demandes d'indemnités présentées au titre de la convention seront examinées par la commission prévue à l'article 706-4 du code de procédure pénale, conformément aux dispositions des articles 706-3 à 706-12 constituant le titre quatorzième dudit code.

Telles sont les principales dispositions de cet accord qui vous est soumis en application de l'article 53 de la Constitution.

*Réserves et déclarations*

Art. 3 a. - Lorsque la victime ressortissant d'un Etat partie à la présente convention ne peut invoquer le bénéfice de dispositions du droit français plus favorables, la France ne s'engage à lui accorder une indemnité que si cet Etat assure, dans les mêmes circonstances de fait, l'indemnisation effective des ressortissants français.

Art. 3 b. - La France déclare que seront considérés comme résidant en permanence en France les étrangers titulaires d'une carte de résident ou d'un titre de séjour considéré comme équivalent.

Art. 12. - Conformément à l'article 12, le Gouvernement français désigne le bureau de la protection des victimes et de la prévention du ministère de la justice, 13, place Vendôme, 75042 PARIS CEDEX 01, en tant qu'autorité centrale chargée de recevoir et de traiter les demandes d'assistance.

Les demandes d'indemnité présentées en application de la présente convention seront examinées par la commission prévue à l'article 706-4 du code français de procédure pénale, conformément aux dispositions des articles 706-3 à 706-12 dudit code.

## PROJET DE LOI

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,

Vu l'article 39 de la Constitution,

Décrète :

Le présent projet de loi autorisant l'approbation d'une convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes, délibéré en conseil des ministres après avis du Conseil d'Etat, sera présenté au Sénat par le ministre des affaires étrangères, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

### *Article unique*

Est autorisée l'approbation de la convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes, faite à Strasbourg le 24 novembre 1983 et dont le texte est annexé à la présente loi.

Fait à Paris, le 27 janvier 1988.

*Signé* : JACQUES CHIRAC

Par le Premier ministre :

*Le ministre des affaires étrangères,*

*Signé* : JEAN-BERNARD RAIMOND

# ANNEXE

## CONVENTION EUROPEENNE

### relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres ;

Considérant que, pour des raisons d'équité et de solidarité sociale, il est nécessaire de se préoccuper de la situation des personnes victimes d'infractions intentionnelles de violence qui ont subi des atteintes au corps ou à la santé ou des personnes qui étaient à la charge de victimes décédées à la suite de telles infractions ;

Considérant qu'il est nécessaire d'introduire ou de développer des régimes de dédommagement de ces victimes par l'Etat sur le territoire duquel de telles infractions ont été commises, notamment pour les cas où l'auteur de l'infraction est inconnu ou sans ressources ;

Considérant qu'il est nécessaire d'établir des dispositions minimales dans le domaine considéré ;

Vu la résolution (77) 27 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe sur le dédommagement des victimes d'infractions pénales,

Sont convenus de ce qui suit :

#### TITRE I<sup>er</sup>

#### PRINCIPES FONDAMENTAUX

##### Article 1<sup>er</sup>

Les Parties s'engagent à prendre les dispositions nécessaires pour donner effet aux principes énoncés au Titre I de la présente Convention.

##### Article 2

1. Lorsque la réparation ne peut être entièrement assurée par d'autres sources, l'Etat doit contribuer au dédommagement :

a) De ceux qui ont subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement d'une infraction intentionnelle de violence ;

b) De ceux qui étaient à la charge de la personne décédée à la suite d'une telle infraction.

2. Le dédommagement prévu à l'alinéa précédent sera accordé même si l'auteur ne peut pas être poursuivi ou puni.

##### Article 3

L'indemnité sera accordée par l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise :

a) Aux ressortissants des Etats Parties à la présente Convention ;

b) Aux ressortissants de tous les Etats membres du Conseil de l'Europe qui résident en permanence dans l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

##### Article 4

Le dédommagement couvrira au moins, selon le cas, les éléments suivants du préjudice : perte de revenus, frais médicaux et d'hospitalisation, frais funéraires et, en ce qui concerne les personnes à charge, perte d'aliments.

##### Article 5

Le régime de dédommagement peut fixer au besoin, pour l'ensemble ou pour les éléments de l'indemnité, une limite supérieure au-dessus de laquelle et un seuil minimum au-dessous duquel aucun dédommagement ne sera versé.

##### Article 6

Le régime de dédommagement peut fixer un délai dans lequel les requêtes en dédommagement doivent être introduites.

##### Article 7

Le dédommagement peut être réduit ou supprimé compte tenu de la situation financière du requérant.

##### Article 8

1. Le dédommagement peut être réduit ou supprimé en raison du comportement de la victime ou du requérant avant, pendant ou après l'infraction, ou en relation avec le dommage causé.

2. Le dédommagement peut aussi être réduit ou supprimé si la victime ou le requérant est impliqué(e) dans la criminalité organisée ou appartient à une organisation qui se livre à des infractions de violence.

3. Le dédommagement peut également être réduit ou supprimé dans le cas où une réparation, totale ou partielle, serait contraire au sens de la justice ou à l'ordre public.

##### Article 9

Afin d'éviter un double dédommagement, l'Etat ou l'autorité compétente peut imputer sur le dédommagement accordé ou réclamer à la personne indemnisée toute somme, relative au préjudice, reçue du délinquant, de la sécurité sociale, d'une assurance ou provenant de toute autre source.

##### Article 10

L'Etat ou l'autorité compétente peut être subrogé(e) dans les droits de la personne indemnisée à concurrence du montant versé.

##### Article 11

Les Parties s'engagent à prendre les mesures appropriées afin que des informations concernant le régime de dédommagement soient à la disposition des requérants potentiels.

#### TITRE II COOPERATION INTERNATIONALE

##### Article 12

Sous réserve de l'application des accords bilatéraux ou multilatéraux d'assistance mutuelle conclus entre Etats contractants, les autorités compétentes des Parties doivent s'accorder mutuellement, sur demande, la plus large assistance possible dans le domaine couvert par la présente Convention. Dans ce but, chaque Etat contractant désignera une autorité centrale chargée de recevoir les demandes d'assistance et d'y donner suite et en informera le secrétaire général du Conseil de l'Europe lors du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

#### Article 13

1. Le Comité européen pour les problèmes criminels (C.D.P.C.) du Conseil de l'Europe sera tenu informé de l'application de la présente Convention.

2. A cette fin, chaque Partie transmettra au secrétaire général du Conseil de l'Europe toute information utile concernant ses dispositions législatives ou réglementaires relatives aux questions couvertes par la Convention.

### TITRE III CLAUSES FINALES

#### Article 14

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le secrétaire général du Conseil de l'Europe.

#### Article 15

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle trois Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions de l'article 14.

2. Pour tout Etat membre qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Convention, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

#### Article 16

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe à adhérer à la présente Convention par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20. d du statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité.

2. Pour tout Etat adhérent, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion près le secrétaire général du Conseil de l'Europe.

#### Article 17

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, à tout moment par la suite, par une déclaration adressée au secrétaire général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en

vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le secrétaire général.

3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au secrétaire général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le secrétaire général.

#### Article 18

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer faire usage d'une ou de plusieurs réserves.

2. Tout Etat contractant qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe précédent peut la retirer en tout ou en partie en adressant une notification au secrétaire général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet à la date de réception de la notification par le secrétaire général.

3. La Partie qui a formulé une réserve au sujet d'une disposition de la présente Convention ne peut prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie ; toutefois, elle peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où elle l'a acceptée.

#### Article 19

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au secrétaire général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le secrétaire général.

#### Article 20

Le secrétaire général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

- a) Toute signature ;
- b) Le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- c) Toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 15, 16 et 17 ;
- d) Tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 24 novembre 1983, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le secrétaire général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe et à tout Etat invité à adhérer à la présente Convention.